

Des patrons français défendent le dialogue social à la britannique

LE MONDE | 13.10.06 | 14h21 • Mis à jour le 13.10.06 | 14h21

LONDRES CORRESPONDANT

Le Royaume-Uni connaît, en pratique, le plein-emploi. Son taux de chômage est deux fois moins élevé que celui de la France (4,9 % contre 8,9 %), son taux d'emploi nettement plus flatteur : 71,6 % contre 63,1 %. A population équivalente, il y a en Grande-Bretagne 4 millions d'emplois de plus qu'en France. Ce constat favorable au Royaume-Uni incite une vingtaine de cadres dirigeants français installés à Londres à en décrire les symptômes et à en analyser les causes.

Réunis dans le Cercle d'outre-Manche, fondé par deux patrons, Pascal Boris et Arnaud Vaissié, ils ont rédigé un premier rapport il y a deux ans. Leur seconde étude, intitulée *My neighbour is rich*, est publiée cette semaine. Contrairement à une idée reçue, observe-t-elle, la Grande-Bretagne n'a pas atteint le plein-emploi en sacrifiant la protection sociale. Elle a recherché le meilleur équilibre entre plein-emploi, flexibilité du travail et protection sociale.

Pour les auteurs du rapport, la Grande Bretagne de Tony Blair, a, grâce à la croissance la plus régulière des pays du G7 depuis dix ans - 2,6 % par an en moyenne - résolu le problème du chômage tout en redistribuant mieux la richesse. Les différences de performances avec la France tiennent à deux divergences majeures. La première a trait à la mondialisation, dont le Royaume-Uni essaie de tirer le meilleur parti, et dont la France se méfie. En Grande-Bretagne, ce n'est pas la nationalité d'une entreprise qui importe, mais la richesse et les emplois qu'elle crée, fût-ce à la suite d'une OPA. A l'inverse, les Français souhaitent majoritairement que l'Etat intervienne pour empêcher la mainmise étrangère sur des groupes nationaux.

La deuxième différence touche au rôle de l'Etat. En Grande-Bretagne, note l'étude, l'Etat ne crée pas les richesses, mais l'environnement qui les génère. Il stimule l'emploi, qui engendre la croissance. Garant de la libre concurrence, il favorise la production de richesse par les entreprises, et la redistribue. En France, l'Etat "protège" beaucoup plus fortement la vie économique.

Le Cercle d'outre-Manche met en avant trois domaines où le modèle britannique est plus performant. Primo, le dispositif des "New Deals", mis en place par le New Labour, a privilégié un traitement économique - et non social, comme en France - du chômage. Il a "ciblé" les catégories les plus touchées - jeunes, seniors, handicapés - et a offert à chaque chômeur, considéré comme un "client", des conseils et un suivi personnalisés. Résultat : près de 2 millions de personnes ont retrouvé du travail.

Secundo, souligne l'étude, le gouvernement favorise sans cesse la création et la croissance des entreprises. Il encourage par des carottes fiscales les investisseurs

individuels, qu'on appelle ici les Business Angels, à aider au décollage des entreprises. Le réseau britannique en compte 50 000 contre 3 500 en France. Conséquence : les nouvelles entreprises sont deux fois plus nombreuses en Grande-Bretagne qu'en France et, dix ans plus tard, leur croissance est sept fois supérieure.

Tertio, le dialogue social à la britannique est, selon les patrons français de Londres, plus efficace et plus apaisé. le gouvernement s'est peu à peu retiré des négociations, laissées aux seuls acteurs sociaux, parfois conseillés par des experts. Même le salaire minimum est décidé par les partenaires sociaux, relève l'étude, qui souligne que ce bipartisme satisfait outre-Manche aussi bien le patronat que les syndicats.

Jean-Pierre Langellier

Article paru dans l'édition du 14.10.06